



Déclarations et Discours

No 78/8

LE CANADA DONT ON PARLE

Exposé de Son Excellence l'ambassadeur du Canada, monsieur Gérard PELLETIER, devant l'Académie diplomatique internationale, Paris, 23 mai 1978

Ce n'est pas par vantardise que j'ai donné pour titre à cette causerie: "Le Canada dont on parle".

D'abord, on pourrait immédiatement m'objecter qu'on n'en parle pas tellement après tout et que le Canada est loin de faire la manchette tous les jours, toutes les semaines, ni même tous les mois, dans la presse mondiale.

Il est vrai néanmoins qu'on parle davantage du Canada depuis bientôt deux ans, et pour une raison très précise, soit la menace qui pèse désormais contre son unité, sa cohésion interne, alors que hier encore, personne à l'étranger, et bien peu de gens à l'intérieur même de notre pays, ne mettaient en doute la solidité de la Confédération canadienne.

Il a suffi que dans notre province majoritairement française, le Québec, arrive au pouvoir un parti nationaliste. Ce parti lui-même n'est pas majoritaire en voix, au sein de l'État québécois. Par le jeu de nos institutions, 41 p. cent des suffrages lui ont suffi pour obtenir au parlement provincial une position nettement prépondérante et pour former le gouvernement. En outre, le parti en question ne s'est pas fait élire sur un programme sécessionniste. Au contraire, il avait mis entre parenthèses la question de l'indépendance, au début de la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir, renvoyant ce problème à plus tard, à un éventuel référendum qui doit trancher la question au cours de l'année prochaine.

Le gouvernement québécois n'a donc pas mandat d'entraîner le Québec hors du Canada. Mais son objectif avoué, inscrit depuis toujours dans le programme du parti qui le compose, c'est de transformer la province en État indépendant. Tout au plus accepterait-il une souveraineté politique assortie d'une union économique avec le reste du pays.

La menace existe donc, bien réelle sinon immédiate. Et c'est à cause de ce danger qu'on parle davantage de nous, ces temps-ci, particulièrement en Europe. On ne peut s'étonner, par exemple, que la presse française suive les événements canadiens avec une attention toute spéciale, étant donné que l'épicentre de la crise se situe au Québec, c'est-à-dire au sein de la plus importante collectivité francophone hors de France.

Il n'est pas coutumier pour un ambassadeur d'exposer à l'étranger les problèmes intérieurs de son pays. J'ai pourtant choisi de le faire, et ce pour deux raisons. D'abord parce que le gouvernement canadien refuse l'attitude de l'Autriche et ne se
